

Martial GANTELET, *L'absolutisme au miroir de la guerre. Le roi et Metz (1552–1661)*. Préface de Joël CORNETTE, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2012, 446 pages, ISBN 978-2-7535-2027-1; 22 €.

Souvent qualifié de « siècle de fer », le XVII^e siècle a été un temps de calamités. Terribles épidémies et famines récurrentes décimèrent les populations tandis que la guerre ne semblait jamais s'éteindre. Les espaces frontaliers, que ce soit le pays messin, la Lorraine ou encore le Luxembourg, furent particulièrement éprouvés par ces fléaux. Traversées de tous côtés par les armées, pillées par une soldatesque déchaînée, on vient à se demander comment ces régions placées « entre l'enclume française et le marteau espagnol » ont pu subsister et survivre. Or, l'ouvrage de Martial Gantelet montre justement comment un pays d'entre-deux a pu composer avec les adversités. Grâce au système des sauvegardes militaires, Metz et ses villages avoisinants sont parvenus, du moins temporairement, à se soustraire de la guerre et à se ménager « un espace pacifié au sein du jeu belliqueux des puissances ».

Pourtant, tout semble avoir déjà été dit sur ce premier XVII^e siècle. En 1926, Gaston Zeller avait publié une thèse majeure sur la *Réunion de Metz à la France*, depuis la conquête de cette ville libre d'Empire par Henri II (1552) jusqu'à son intégration au royaume lors des traités de Westphalie (1648). Dans un premier temps, la cité épiscopale a pu jouir d'un statut particulier de « ville protégée ». Elle ne payait ni taille ni gabelle et disposait d'une large autonomie. Cependant, l'entrée de la France dans la guerre de Trente ans va entraîner une mise au pas : introduction de la fiscalité royale, normalisation juridique et administrative, établissement d'intendants. Martial Gantelet reprend ce récit classique mais le renouvelle sur deux points. D'une part, il replace l'événement de 1552 dans un long mouvement de déclin de l'indépendance messine. Metz est, depuis la fin du moyen âge, un État urbain en crise et l'occupation française apporte en fait une solution à un blocage politique profond. D'autre part, l'auteur montre que la construction de l'absolutisme s'est appuyée à la frontière comme à l'intérieur du royaume sur des liens de clientèles. Il parvient à retracer les nombreux fils – amitiés, protections, connivences – qui

relient les cardinaux-ministres, et notamment Mazarin, à l'élite militaire, politique et ecclésiastique à Metz. Ce véritable « réseau Mazarin » accentue dans les années 1650 l'emprise de la monarchie sur cette ville stratégique.

L'investigation a commencé par le haut, par la description de l'affirmation absolutiste sur un territoire périphérique. La deuxième partie de l'ouvrage prend un cheminement inverse. Partant d'en bas, de la ville, pour remonter vers le pouvoir central, elle révèle la pratique réelle de la souveraineté. Au contact de la réalité de la guerre, l'autorité du roi, au lieu de s'affirmer, semble s'effriter. Chaque décision – installation des troupes en quartiers d'hiver, fournitures de grains, levées de subsides – est discutée. La ville envoie des députations à Paris, elle entretient des agents en cours, qui intercèdent auprès des secrétaires d'État et de leurs commis. Un dialogue continu se noue entre les représentants urbains et le pouvoir central. Les négociations s'accompagnent généralement de versements de pots de vin, la ville n'hésitant pas à corrompre les membres de la hiérarchie politique et militaire pour infléchir les décisions dans son sens. Pendant les années de guerre, l'activité des pouvoirs municipaux va connaître une forte recrudescence. Entre 1631 et 1662, les différentes institutions urbaines se réunissent en moyenne quatre fois plus souvent qu'en temps normal. En théorie, l'autorité du Magistrat avait été diminuée par la création du bailliage en 1640. Dans la réalité cependant, c'est une autre structure municipale, l'« assemblée des Trois ordres », qui gagne en importance. Paradoxalement, elle ne dispose d'aucune existence officielle. Sa nomination, contrairement à celle du maître-échevin et des conseillers, échappe au roi et au gouverneur. Néanmoins, cette assemblée élargie, issue de la population, s'impose comme l'interlocutrice privilégiée de la monarchie. Le Magistrat se réfugie derrière la légitimité des représentants des trois états pour faire accepter les charges accrues par la guerre.

Si la deuxième partie de l'ouvrage a révélé les limites de la réduction à l'obéissance au sein de l'État monarchique, la troisième et dernière partie fait carrément apparaître l'autonomie des sujets face à leur souverain. Il s'avère que le roi n'a même pas le monopole de la guerre et de la paix. Confrontée à la guerre, la ville de Metz trouve rapidement le moyen d'en atténuer les effets destructeurs. Malgré la défense des ordonnances royales, elle se met à négocier avec les ennemis. Le pays messin paie des contributions aux gouverneurs des places fortes environnantes – essentiellement Luxembourg et Thionville – et obtient en contrepartie des sauvegardes. Les chroniques de l'époque, celles du pays de Metz comme celles du duché de Luxembourg, témoignent des horreurs commises par les hordes de soldats passant dans la région : une cruauté inouïe, en apparence dénuée de sens. Mais à y regarder de près, les violences extrêmes se limitent aux deux premières années du conflit, et notamment aux quartiers d'hiver des Croates en 1635–1636. Par la suite, le pillage et le chantage à l'incendie ne surviennent plus que de façon ciblée et visent moins à détruire qu'à forcer les paysans à fournir aux militaires argent et nourriture. Une fois le système des contributions établi, la violence diminue. Il permet de sécuriser un certain espace et de relancer l'économie rurale. Villes, villages et communautés religieuses passent des accords de paiement, les soldats renoncent à troubler les paysans qui peuvent librement cultiver leurs champs. Il faut le souligner car c'est une des conclusions essentielles et originales du livre de Gantelet : le *Kontributionssystem* n'est pas seulement un moyen de financement mais aussi de régulation

de la guerre. L'échange de victuailles, de chevaux et d'argent contre une lettre de sauvegarde permet aux troupes de subsister tout en endiguant la violence.

Selon Martial Gantelet, tout l'effort fiscal de la monarchie pendant la guerre de Trente ans va vers l'entretien des armées en campagne. Les impôts officiels, ceux levés par l'Etat central, suffisent à peine à les soutenir. Aussi les troupes de l'arrière, celles qui défendent les places, sont-elles négligées. Leur entretien est délégué aux gouverneurs, leur financement en quelque sorte privatisé. Les contributions reposant sur des accommodements locaux sont alors une nécessité pour financer les garnisons qui défendent la frontière. L'auteur conclut qu'ainsi « se comprennent les exactions des uns, les militaires, comme les initiatives de sorties de conflit des autres, les civils : faute de pouvoir contrôler ces processus, et surtout de répondre à leurs causes, la monarchie préfère fermer les yeux ».

Se basant sur un vaste corpus de sources – délibérations de l'autorité municipale, chroniques, correspondances –, Martial Gantelet parvient à écrire une micro-histoire du politique. Or, l'effet de loupe fait ressortir d'autres forces à l'œuvre que celles auxquelles les grandes théories de la construction de l'État moderne nous ont habitués. Le cas de Metz pendant la guerre de Trente ans contredit la fameuse formule de Charles Tilly : *war made the state and the state made war*. En cet espace frontalier, le conflit n'a pas renforcé l'État monarchique mais, au contraire, l'a affaibli. La paix, au contraire, se traduit par un retour de l'autorité royale. L'étude du fonctionnement réel du pouvoir met également en question la notion d'absolutisme. Les décisions royales sont contestées, la souveraineté apparaît en réalité comme divisée. L'auteur dresse le tableau d'un « absolutisme d'infinies négociations ». En ce sens, il rejoint la critique de l'historiographie allemande et anglo-saxonne qui, depuis longtemps, a constaté l'aporie du concept d'absolutisme. En France, par contre, les historiens ont encore du mal à se départir d'une certaine exaltation du pouvoir monarchique. L'auteur a dû payer son tribut à cette tradition historiographique française en mettant en exergue le terme d'absolutisme dès la couverture de l'ouvrage. La thèse présentée en 2006 à l'Université Paris 8, et dont le livre a été tiré, s'intitulait encore *La Ville face au soldat*. Ce titre n'était-il pas plus juste ? Un roi qui négocie n'est plus un roi absolu.

Guy Thewes

Denis SCUTO, La nationalité luxembourgeoise (XIX^e – XXI^e siècles). Histoire d'un alliage européen, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2012, X + 388 p., ISBN 978-2-8004-1523-9 ; 30 €.

In Zeiten von Globalisierung und europäischer Freizügigkeitsregelungen erscheinen der Nationalstaat und die mit ihm verbundene Staatsangehörigkeit auf den ersten Blick als Relikte des 19. Jahrhunderts. Ob es jedoch gelingen wird, „die Nation zu verabschieden“, wie der englische Bildungshistoriker Robert Cowen jüngst

fragte, ist heute ungewisser denn je.¹ Selbst innerhalb der Europäischen Union ist auf absehbare Zeit nicht damit zu rechnen, dass nationalstaatliche Strukturen sich als obsolet erweisen werden. Eine besondere Brisanz erhält das Thema der Staatsangehörigkeit zudem durch die Frage des Rechtsstatus' von Migranten, da die meisten modernen westlichen Staaten zu Einwanderungsgesellschaften geworden und auf Zuwanderung angewiesen sind, um ihre Wirtschaftskraft, ihre Sozialsysteme oder ihre demographische Zukunft zu sichern. Zugleich wird der Weltöffentlichkeit im gegenwärtigen Zeitalter neuer transkontinentaler Migrationen fast täglich vor Augen geführt, welche Opfer und Gefahren Menschen auf sich nehmen, um Zugang zu einem als attraktiv und sicher gewählten Kultur- und Rechtskreis zu erlangen. Der mitunter tragische Ausgang dieser modernen Odysseen lässt sich nicht zuletzt immer wieder vor Lampedusa beobachten.

Das moderne Staatsbürgerschaftsrecht und die Verfahren, die darüber entscheiden, wer als Bürger unmittelbar ein vollberechtigtes Mitglied eines Staatswesens sein oder werden kann, sind letztlich das Ergebnis der Nationalstaatsbildung, die weit in das 19. Jahrhundert zurückreicht. Es ist das Verdienst des Luxemburger Historikers Denis Scuto den historischen Prozess der Entwicklung der Staatsbürgerschaft im Großherzogtum Luxemburg über einen Zeitraum von mehr als 200 Jahren (1803–2012) in einer grundlegenden, mustergültigen und quellengesättigten Analyse aufgearbeitet zu haben.

Eine wichtige Erkenntnis Scutos am Ende seiner Studie ist die eigene Überraschung über die Komplexität des behandelten Themas. Diesem Befund ist voll und ganz zuzustimmen. Um die Genese des luxemburgischen Staatsbürgerrechts bis in die juristischen und rechtsgeschichtlichen Details wirklich zu verstehen, müsste man Denis Scutos *opus magnus* wohl mehrmals lesen. Die Dinge liegen weitaus komplizierter, als es die verbreitete Vorstellung zweier vermeintlich eindeutig voneinander getrennter Geltungsbereiche eines „deutschen“ *droit du sang* und eines „französischen“ *droit du sol* vermuten lässt. Genauso unzutreffend ist die Annahme, Luxemburg als Mittler zwischen deutschem und französischem Kulturkreis habe auf kongeniale Art und Weise das Beste aus beiden Welten übernommen.

Dass beispielsweise eine Luxemburgerin Anfang der 1960er Jahre durch die Heirat mit einem im Großherzogtum lebenden Italiener ihre Staatsangehörigkeit verlor und zur Italienerin wurde, wirkt heute befremdlich. Die in dieser Ehe geborenen Kinder besaßen selbstverständlich die italienische Staatsbürgerschaft. Seit 1975 bestand für diese Frauen die Möglichkeit, die luxemburgische Nationalität zurückzuerhalten. An der Staatsangehörigkeit der aus diesen Ehen hervorgegangenen, im Großherzogtum geborenen und aufgewachsenen Kinder änderte das jedoch nichts: Sie blieben Italiener und konnten erst bei ihrer Volljährigkeit die Luxemburger Staatsangehörigkeit beantragen.

Die Konfrontation mit dieser zwar rechtskonformen, aber als absurd empfundenen Lebensrealität – es handelte sich um die eigene Familie, und die Mutter des Autors beantragte erst 1982 die Luxemburger Staatsbürgerschaft, da die Gesetzesände-

¹ Robert Cowen: *Making the Nation disappear – how, why, and why not? Some reflections on educational research (and nations)*. Vortrag an der Universität Luxemburg, Institute for Education & Society – History, Theory and Sociology of Education, 15. Oktober 2013.

rung von 1975 anscheinend nur ungenügend publiziert worden war – bildete eine wesentliche Motivation für Scuto, den Dingen auf den Grund zu gehen. Sie ist verantwortlich dafür, dass diese 2009 eingereichte Brüsseler Dissertation gleichzeitig auch eine mit großem persönlichen Engagement geschriebene und eine politische Arbeit geworden ist.

Ausgangspunkt der Untersuchung ist die Frage, wie aus den Bewohnern eines erst 1815 errichteten Landes „Luxemburger“ werden konnten. Die Voraussetzungen dafür schienen nicht sehr günstig zu sein, erwartete man doch, dass das kleine, von mächtigen Nachbarn umgebene *pays frontière*, das in Personalunion mit dem niederländischen Königreich verbunden und gleichzeitig Mitglied des Deutschen Bundes war, zwangsläufig ein Opfer der erstbesten größeren außenpolitischen Krise werden würde.

Scuto konzentriert sich in seiner Untersuchung im Wesentlichen auf eine rechtsgeschichtliche Darstellung. Es geht ihm um die Untersuchung der Kontinuitäten und Brüche in der Rechtsentwicklung und deren Protagonisten, um den Modellcharakter ausländischer Rechtskodifikationen für das Großherzogtum, um das Staatsbürgerrecht als Spiegel der Nationalstaatsbildung, um die Diskurse beim Ausbau des modernen Interventions- und Anstaltsstaates sowie um die Einbürgerungspraxis von Ausländern. Neben der Verfassungs- und Rechtsgeschichte berücksichtigt er gleichzeitig aber die mannigfachen politik-, wirtschafts- und sozialgeschichtlichen Aspekte seines Themas. Insofern kann die Arbeit auch als eine gelungene Einführung in die Geschichte des Großherzogtums gelesen werden.

Die zwölf Kapitel, denen eine ausführliche Einleitung und „Conclusions“ vor- bzw. nachgestellt werden, lassen sich vier Teilen zuordnen. Im Zeitrahmen 1839–1940 beschäftigt sich der Autor zuerst mit den politischen Strukturen und dem sozioökonomischen Fundament der luxemburgischen Gesellschaft, den politischen Akteuren und mit Luxemburg als Aus- und Einwanderungsland (Kapitel I, II und III). In einem zweiten Teil wird für den gleichen Untersuchungszeitraum die Entwicklung des Staatsbürgerrechts und der Fremdenpolitik analysiert, für die Scuto vier unterschiedliche Phasen identifizieren kann (1803–1867, 1867–1914, 1914–1934 und 1934–1940) (Kapitel IV, V, VI und VII). Ein dritter Teil ist der empirischen Untersuchung der Naturalisationen sowie der Diskriminierung bei der Einbürgerung von Frauen und Juden gewidmet (Kapitel VIII und IX). Kapitel X und XI, als 4. Teil, spannen den Bogen der Naturalisierungs- und Einwanderungspolitik von 1940 bis in die unmittelbare Gegenwart.

Die Entwicklung des Staatsangehörigkeitsrechts in den Jahren 1803 bis zur Luxemburg-Krise 1867 steht für Scuto ganz im Zeichen der Staatsbildung. Mit der Übernahme des Code Napoléon war das *droit du sang* eingeführt worden, was einen Bruch mit dem *droit du sol* des Ancien Régime und des an die Scholle gebundenen Untertanen bedeutete. Die Staatsangehörigkeit vererbte sich fortan als individuelles Recht vom Vater auf die Kinder: Die Kinder eines Luxemburgers waren kraft Geburt Luxemburger. Das *droit du sol* blieb insofern erhalten, als im Großherzogtum geborene Kinder von Ausländern das Recht besaßen, bei Volljährigkeit die luxemburgische Staatsbürgerschaft zu beantragen. In der Verfassung von 1848 wurden nach belgischem Vorbild erstmals die Rechte und Pflichten „der Luxemburger“ definiert. Die Herausforderungen des Staatsaufbaus machten es

notwendig, das Individuum an den Staat zu binden. Dies geschah allerdings ohne Rückgriff auf nationale Rhetorik.

Die durch die Industrialisierung und die Zuwanderung ausländischer Arbeitskräfte verursachten Strukturveränderungen der Luxemburger Gesellschaft machten es ab den 1870er Jahren erforderlich, die Gesetzgebung anzupassen. Anders als das Deutsche Reich, das ebenfalls eine Wandlung vom Agrar- zum Industrieland erlebte und sich für eine Stärkung des *ius sanguinis* aussprach, da man sich mit dem Problem der Minderheitenintegration an den Ostgrenzen konfrontiert sah, optierte Luxemburg in der langen Regierungszeit Paul Eyschens (1876 *Directeur général de la Justice*, 1888–1915 Regierungschef) für eine Politik der Öffnung. Eyschen war zeitlebens davon überzeugt, dass das Großherzogtum als aufstrebendes Land auf Freihandel und Zuwanderung angewiesen war. 1878 wurde das *double droit du sol* eingeführt: Das in Luxemburg geborene Kind eines ausländischen Vaters, der selbst in Luxemburg geboren ist, erhält kraft Geburt die luxemburgische Staatsbürgerschaft. 1890 wurde dieses Recht auf die Kinder von Müttern luxemburgischer Herkunft, die durch Hochzeit ihre Staatsangehörigkeit verloren hatten, aber im Großherzogtum lebten, erweitert. Ab 1905 schließlich war es im Lande geborenen Kindern ausländischer Eltern möglich, im Alter von 18 Jahren – also noch vor der Volljährigkeit – die luxemburgische Staatsbürgerschaft zu beantragen. Den Neubürgern standen somit Luxemburgern vorbehaltene Ausbildungen, Stipendien und berufliche Tätigkeiten im Staatsdienst, etwa der Lehrerberuf, zu.

In der Amtszeit Eyschens wurden allein 333 Menschen naturalisiert, darunter auch Kinder von Berg- und Industriearbeitern. Auch wenn die Zahlen überschaubar bleiben – im Gesamtzeitraum 1839–1940 wurden insgesamt 889 Personen eingebürgert, mehr als die Hälfte von ihnen waren Deutsche – so verfehlte Eyschens Politik ihre Wirkung nicht. Sie folgte dem Staatsinteresse, das sich wiederum am Primat der wirtschaftlichen Entwicklung des Landes orientierte und noch nicht durch einen nationalistischen Diskurs geprägt war.

Für Scuto wird Paul Eyschen gewissermaßen zum „homme providentiel“. Der überzeugte Altliberale und gewiefte Taktiker brachte nicht nur das Luxemburger Staatsbürgerrecht auf eine neue, zukunftsweisende Entwicklungsstufe, indem er von der grundsätzlichen Integrierbarkeit der im Lande lebenden Ausländer ausging. Durch die Platzierung eines guten Dutzends fähiger und ergebener junger Anhänger in hohen Verwaltungs- und Führungsämtern, die seine Politik aus der zweiten Reihe heraus weiterführten, gelang es Eyschen darüber hinaus quasi *post mortem* bis in die 1930er Jahre Schlimmeres für das Luxemburger Staatsbürgerrecht zu verhindern. Sein langer Arm reichte allerdings nicht aus, um das Indigenats-Gesetz von 1940 zu vereiteln.

Mit Beginn des 20. Jahrhunderts, spätestens jedoch im Ersten Weltkrieg endete die liberal motivierte Aufbau- und Konsolidierungsphase des luxemburgischen Staatsbürgerrechts. Vor dem Hintergrund der deutschen Besatzung und der Weltwirtschaftskrise zeigte sich die Immigrations- und Einbürgerungspolitik des Landes zusehends restriktiv. Weiterhin diagnostiziert Scuto das Aufkommen eines dezidiert antideutschen kulturellen Nationalismus über alle politischen Lager hinweg, wie er sich etwa in der einflussreichen Schrift Nicolas Ries' *Essai d'une psychologie du peuple luxembourgeois* aus dem Jahre 1911, in der Rückbesinnung auf eine

vermeintliche „race historique“ der Luxemburger oder im Konzept der „Mischkultur“ Batty Webers widerspiegelt. Symptomatisch ist insbesondere die Aufwertung der Luxemburger Sprache, die mit dem Schulgesetz von 1912 zum Unterrichtsfach in der Primärschule avancierte und mit eigener Orthographie und Grammatik versehen wurde. Der Trilingualismus wurde zum Wesensmerkmal des Luxemburgers erklärt. Die Staatsangehörigkeit wurde verstärkt mit nationalem Bezug und mit Hilfe eines nationalen Diskurses definiert, das „Luxemburgertum“ zum Bollwerk gegen das „Deutschtum“ erhoben.

Den Höhepunkt dieser Entwicklung bildet am Vorabend der Besetzung durch Nazi-Deutschland das Gesetz vom 9. März 1940 über das luxemburgische Indigenat. Das *double droit du sol* wurde zugunsten eines exklusiven *ius sanguinis* aufgehoben. Alle auf den *Code Civil* von 1803/1804 zurückgehenden und seitdem erlassenen Optionsrechte der Einbürgerung wurden ebenfalls gestrichen.

Das Gesetz von 1940 blieb in wesentlichen Teilen bis 1975 in Geltung. Vor dem Hintergrund der Stahl- und Wirtschaftskrise, des Geburtenrückgangs und dem Schreckgespenst eines drohenden „Aussterbens“ der Luxemburger gewannen die Frage nach einer nationalen Identität und die Suche nach einem „sentiment national des Luxembourggeois“ im modernen Interventions- und Sozialstaat an Bedeutung. Hatte Eyschen die Staatsangehörigkeit noch als Rechtsanspruch betrachtet, der von einem freien Menschen eingelöst werden konnte, so liegt im 20. Jahrhundert die Betonung mehr und mehr auf der Zugehörigkeit zu einer historisch gewachsenen Sprach- und Kulturgemeinschaft. War man in den 1930er Jahren in der Frage der luxemburgischen Sprache noch zurückhaltend gewesen, um die deutschsprachigen Ausländer gegenüber den Frankophonen nicht zu begünstigen und das französische Sprachmonopol der Eliten des Landes nicht zu gefährden, so gewinnt das Kriterium der Sprachkompetenz im Luxemburgischen in den 70er Jahren konstant an Bedeutung. 1984 wird das Luxemburgische zur Nationalsprache erhoben. Das Gesetz vom 11. September 1986 über die Luxemburger Nationalität verlangt als Voraussetzung für den Erhalt der Staatsangehörigkeit eine nicht näher definierte *assimilation suffisante*, die höchst unterschiedlich interpretiert wird, das Nachfolgesetz von 2001 den Nachweis von Grundkenntnissen in der luxemburgischen Sprache. Zwischen 1945 bis 2001 war kein Einbürgerungsantrag mit dem Argument unzureichender Sprachkenntnisse zurückgewiesen worden. Mit den Gesetzen von 2001 und 2008 wird die Luxemburger Sprache jedoch zu einem entscheidenden Ausschlusskriterium im Staatsangehörigkeitsverfahren erhoben. Die Eignung der Sprachkompetenz als Indikator für Integration kann aber, so Scuto, mit Fug und Recht hinterfragt werden. Darüber hinaus ist nicht einsichtig, warum der Fokus auf dem Luxemburgischen liegt und Kenntnisse in einer der beiden anderen Amtssprachen des Großherzogtums nicht als Kriterium herangezogen werden. Als Rückfall in eine archaische Form des *ius sanguinis* betrachtet der Autor schließlich die seit 2008 verbriefte Regelung, dass Ausländer, die einen im Jahr 1900 lebenden Ahnen Luxemburger Nationalität nachweisen, einen Antrag auf Erhalt der Luxemburger Staatsangehörigkeit stellen können.

Die Entwicklung des luxemburgischen Staatsangehörigkeitsrechts in den letzten Jahrzehnten erscheint zwiespältig. Auf der einen Seite ist der politische Wille zu er-

kennen, den Zugang zur Luxemburger Nationalität zu erleichtern; auf der anderen Seite wird viel Energie darauf verwendet, zu untersuchen, ob die einzubürgernden Ausländer auch hinreichend integriert sind. Diese Entwicklung läuft gegen den Trend fast aller anderen EU-Länder. Im Großherzogtum erscheint der Erwerb der Nationalität daher als Krönung und nicht als eine wichtige Etappe im Integrationsprozess.

Es lässt sich festhalten: Staatsangehörigkeitspolitik ist immer interessengeleitet. Unter Paul Eyschen stimmten die Interessen des Staates im Wesentlichen mit denen des liberalen Wirtschaftsbürgertums überein. Die Industriellen waren auf eine geordnete Zuwanderung qualifizierter *und* unqualifizierter Arbeitskräfte angewiesen und konnten nicht daran interessiert sein, ihre Angestellten und Arbeiter z.B. auf Grund deutscher, französischer, belgischer oder italienischer Wehrpflicht wieder zu verlieren. Für Ausländer war der Erwerb der Staatsangehörigkeit ihres Gastlandes nicht in allen Fällen vorteilhaft, insbesondere dann nicht, wenn dies eine Wehrpflicht zur Folge hatte. Mit dem Aufkommen einer organisierten und international orientierten Arbeiterschaft agierte der Gesetzgeber dann etwas zurückhaltender. Zur selben Zeit war es aus Unternehmerperspektive rational, einen gewissen Prozentsatz nicht vollberechtigter ausländischer Arbeiter zu beschäftigen, die in Krisenzeiten relativ mühelos abgeschoben werden konnten. Schließlich ging es nicht zuletzt bei der Nationalitätspolitik immer auch darum, die Auslandsluxemburger – allein in Frankreich lebten gegen Ende des 19. Jahrhunderts 40.000 Luxemburger – nicht in die Bredouille zu bringen und sie für das Vaterland zu erhalten.

So kam die Gesetzgebung manchmal einer Quadratur des Kreises gleich. Hierbei wurden in unterschiedlichen Mischungsverhältnissen Elemente des *ius solis* und des *ius sanguinis* berücksichtigt. Man orientierte sich an ausländischen Modellen, insbesondere an Frankreich und an Belgien, oder an Negativ-Beispielen wie dem deutschen *Reichs- und Staatsangehörigkeitsgesetz* von 1913 (*loi Delbrück*), übernahm diese aber nicht *tel quel*, sondern passte sie jeweils den besonderen Bedürfnissen des Großherzogtums an.

In der *take-off*-Phase der Luxemburger Industrialisierung ist die Naturalisierungspolitik durch einen optimistischen Glauben an die Integrierbarkeit von Ausländern und an den Fortschritt geprägt. In der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts kippt das Luxemburger Staatsangehörigkeitsrecht unter dem Eindruck allgegenwärtiger deutscher Bedrohung und Besatzung in einen vor-liberalen Zustand zurück. Spätestens in den 1930er Jahren sind Ausländer dann *a priori* verdächtig. Dass verdiente Luxemburger Widerstandskämpfer italienischer Abstammung nach dem Zweiten Weltkrieg als vermeintliche ehemalige Alliierte des Hitler-Regimes im Großherzogtum unter Generalverdacht gerieten, ist eine tragische Wendung, die wiederum die Familienbiographie des Autors berührt.

Für das Großherzogtum stellt der Erste Weltkrieg vielleicht nicht die „Urkatastrophe“, aber doch zumindest eine Wasserscheide dar. Die engen wirtschaftlichen Verflechtungen mit Deutschland – die Mehrheit der in Luxemburg lebenden Ausländer stammte aus den grenznahen deutschen Gebieten – wurden gekappt. Durch den kriegsbedingten Verkauf der deutschen Industrieanlagen im Großherzogtum floss nach 1918 französisches und belgisches Kapital ins Land. Die wirtschaftliche Neuorientierung ging einher mit einer auch gesellschaftlich und kulturell stärkeren

Hinwendung zu Belgien und Frankreich. Die Luxemburger Nationalität wurde in der Folge in scharfem Kontrast zum „Deutschtum“ konstruiert. Anders, als es die Besinnung auf nationale Traditionen und Identitäten aber glauben machen will, handelt es sich bei der Ethnisierung des Diskurses über das Staatsbürgerrecht um ein Phänomen des 20. und 21., nicht des 19. Jahrhunderts.

Mit seiner Studie über die *nationalité luxembourgeoise* hat Denis Scuto ein beeindruckendes Panorama der Luxemburger Geschichte des 19.–21. Jahrhunderts vorgelegt, das weit über eine rein rechtsgeschichtliche Untersuchung hinausgeht.

Nuancieren könnte man vielleicht das Urteil des Autors über den Paradigmenwechsel im Nationalitätsdiskurs der letzten 100 Jahre. Es ist unbestritten, dass die Industrialisierung des ausgehenden 19. Jahrhunderts und das exponentielle Luxemburger Wirtschaftswachstum der vergangenen Jahrzehnte im Wesentlichen auf der Zuwanderung ausländischer Arbeitskräfte beruht. Genauso unbestritten ist aber auch, dass sich die „einheimische“ Bevölkerung eines kleinen Landes, dessen Ausländeranteil mittlerweile 43 Prozent erreicht hat, schon die Frage nach dem Verbleib ihrer eigenen Identität stellen kann.

Die Frage nach der Rolle der Monarchie wird bei Scuto mit Verweis auf die katholische und tendenziell monarchistische Partei behandelt. Einiges deutet darauf hin, dass die Luxemburger Monarchen im Nationalitätsdiskurs keine bedeutende Rolle spielten. Das wäre dann eine Ausnahme von der Regel, denn überall, wo es eine Monarchie gab, wurde sie in den Dienst des Nationalstaats gestellt.

Peter Voss

Nicolas RIES, *Le diable aux champs, simple histoire. Présenté et commenté par Jacques STEFFEN, Mersch : Centre national de littérature, 2013, 306 p., ISBN 978-2-919903-28-3 ; 15 €.*

Die Anfang 2013 erfolgte Wiederveröffentlichung von Ries' Roman von 1936 bedeutet eine wichtige Erweiterung des ‚klassischen‘ Korpus der Luxemburger Literatur, der seit Jahren vom Centre national de littérature in Mersch aufgearbeitet wird. Als einer der wichtigsten Akteure im nationalen Kulturbetrieb der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts hat Nicolas Ries während seiner produktiven Karriere das Geistesleben von Generationen geprägt. Wie Jacques Steffen in seinem Kommentar zu *Le diable aux champs* treffend illustriert, ist Ries' literarisches, journalistisches und essayistisches Werk äußerst facettenreich. Als Feuilletonist, Journalist, Herausgeber der *Cahiers luxembourgeois* und Schriftsteller bezeugt der Autor eine immense thematische und stilistische Vielfalt. Wenn auch Literaturwissenschaftler wie Frank Wilhelm und Jeanne E. Glesener sich schon mit Ries' Romanwerk auseinandergesetzt haben, so war seine Bekanntheit bisher vor allem dadurch eingeschränkt, dass *Le diable aux champs* und *Sens Unique* (1940) vergriffen und nur wenige Bibliotheksexemplare erhalten waren. Der neueste Band der *Lëtzebuurger Bibliothék* wird dieser bedauerlichen Unterrepräsentierung von Ries in Buchläden entgegenwirken.

Steffens Kommentar zum Roman erleichtert dem Leser den Eintritt in dieses lange vernachlässigte Material sowie in das politische und intellektuelle Luxemburg der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts. In sehr zugänglicher Sprache liefert Steffen

eine ausgiebige Biografie des Autors und zieht einleuchtende Parallelen zwischen dessen Leben, Erfahrungen und Handlungen und dem der Romanfiguren. Er bietet dem Leser einen Einblick in die Literaturszene Luxemburgs vor dem Zweiten Weltkrieg, indem er sowohl die „franko-luxemburgische“ als auch die luxemburgophone und germanophone Romanproduktion umreißt. Wenngleich Steffen wenig auf die möglichen ideologischen Implikationen der Sprachwahl eines luxemburgischen Schriftstellers eingeht, so platziert er doch Ries' kennzeichnende Frankophilie in den Kontext der von Intellektuellen angenommenen Positionen zur kulturellen Eigenart Luxemburgs im Schnittpunkt zwischen deutschen und französischen Traditionen und politischen Realitäten. Wo Batty Weber und Frantz Clément Luxemburg als „Mischkultur“ ansahen, das Elemente aus beiden Nachbarländern vereinte, « pour Nicolas Ries, le Luxembourg n'était ni entièrement français, ni entièrement allemand. Il définit le peuple luxembourgeois comme une race historique basée sur une histoire et une langue communes » (237). Diese organisch-ontologische Ansicht ist besonders in seiner soziologisch angehauchten Studie *Le peuple luxembourgeois : essai de psychologie* von 1920 (basierend auf der Erstausgabe von 1911) präsent, dem besonders in wissenschaftlichen Kreisen wohl meistzitierten seiner Werke, in dem Ries versucht, die Essenz des Luxemburgertums herauszuarbeiten. Er bezieht hierin eine durch ihren geographischen Determinismus gekennzeichnete Position und lokalisiert die nationale Identität und Eigenart im Heimatboden.

Steffens Interpretation des Romans knüpft an diese essenzielle Verbindung zwischen Identität und Scholle an und stellt den Text primär als Heimatroman dar: « *Le diable aux champs* est le reflet de la sociologie du monde rural représenté par les différents personnages mis en scène par Nicolas Ries. L'œuvre peut être lue comme roman d'éducation, d'amour naissant déchu, mais également comme roman champêtre » (245). Auch wenn Steffen andere Interpretationsstrategien und -möglichkeiten in Betracht zieht und auf die « contrastes » hinweist, auf denen der Roman basiert, wie zum Beispiel « la vie à la campagne et la vie citadine, le conservatisme et le modernisme, la culture rurale et l'érudition » (246), fällt seine Besprechung der philosophischen Konflikte, die das moderne Individuum auch im Luxemburg des frühen und mittleren 20. Jahrhunderts beschäftigten, eher kurz aus. Dass das Thema der Landflucht und des Konflikts der Hauptprotagonistin Toinette zwischen intellektueller und emotionaler Selbstverwirklichung und der Pflicht, das bäuerliche Familienerbe aufrechtzuerhalten, den Roman dominiert, wie Steffen hervorhebt, ist nicht zu bestreiten. Wenn er aber einerseits behauptet, dass « le lecteur est confronté à une copie conforme, un tableau de la vie à la campagne » (248) und andererseits, dass « l'auteur arrive à une représentation totale de la psychologie du peuple » (251), so übergeht diese Verallgemeinerung die Komplexität der Selbstfindungsdebatte, die von Toinette geführt wird und die als charakteristisch für den Menschen der modernen Fortschrittsgesellschaft gilt. Man bedauert, dass Steffen es beim Understatement « la modernité est aussi présente dans le roman » (257) belässt und den Diskurs der „Menschwerdung“ und der Neuerfindung des Individuums, der im frühen und mittleren 20. Jahrhundert auch in Luxemburg sehr präsent war, wenig beachtet.

Steffens Kategorisierung von *Le diable aux champs* als Heimatroman trifft in dem Sinne zu, dass der Text dieser Gattung entspricht, indem er eine „detaillierte

Beschreibung eines Raumes, eines Schauplatzes oder einer Region liefert, ob städtisch oder ländlich, die sich an einen wirklichen Ort annähert“, die K.D.M. Snell (1) als charakteristisch darstellt². Ein wichtiger Aspekt des Romans, nämlich sein „essayistischer Charakter“ (262), im Wortlaut von Ries’ Zeitgenossen Alexander Weicker, den Steffen auch zitiert, lässt sich vom Begriff Heimatroman nicht abdecken. Auch Frank Wilhelms Einschätzung, dass « les romans de Nicolas Ries sont des livres de professeur. Le narrateur réclame tous les droits pour lui, y compris celui de penser pour ses personnages » (263), wird in seinem Kommentar nicht berücksichtigt. Die von Steffen angeführte Argumentation, dass es sich hier um einen *roman à thèse* handelt, in dem Ries Landleben und Bauerntum dem Stadtleben und einem intellektuellen Dasein vorzieht, kann man nicht leugnen. Sie übersieht aber leider die erzählerischen und ideologischen Freiheiten und die Experimentierfreude, die Ries sich in diesem Werk erlaubt und die von seiner wachsenden Offenheit gegenüber alternativen Lebensweisen zeugt. Während er als Philinte in seinem Feuilleton in den 1920er Jahren die Frau meist als kokettes Dummchen darstellt, so nimmt sie nun eine prominente Stelle im Roman ein und repräsentiert zusammen mit dem Lehrer die intellektuelle Elite des Dorfes. Die Dialoge zwischen Toinette und Jean-Philippe Lefèvre sowie ihrem Vater Hubert, die einen Großteil des Romans ausmachen, fungieren wie eine Antwort auf die zeitgenössischen Fragestellungen zu Natur, Fähigkeit und Berufung des Menschen. So sinniert Toinette :

« *Ma règle est de fuir mon apparence, qui n’est que symbole, et de réaliser mon essence profonde. Au-dessus des traditions et des morts qui me commandent, je m’élève victorieusement. Je me cherche désespérément, mais crains de me trouver pour me renier aussitôt. Je suis un arc tendu, une volonté qui aspire à une humanité plus complète* » (100–101).

Wenn auch diese Suche nach dem Selbst darin resultiert, dass Toinette sich im ländlichen Kontext verwirklicht, so können ihr Emanzipationswille und ihre Sehnsucht nach Selbstgestaltung sowohl als Zeugnis von Ries’ Entwicklung als Schriftsteller als auch als Präsenz des kosmopolitischen Gedankens im ruralen Kontext verstanden werden.

Anne-Marie Millim

Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois : 100 ans d’olympisme au Luxembourg (1912-2012), Luxembourg 2012, 268 p., ISBN 978-99959-752-0-3; 40 €.

En 2012, à l’occasion de son centenaire, le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois a publié le livre « 100 ans d’olympisme au Luxembourg 1912-2012 ».

Le but principal de l’ouvrage, né de la collaboration entre historiens, journalistes et personnes engagées dans le mouvement sportif au Grand-Duché, est de retracer de manière critique l’histoire du mouvement olympique et sportif au Luxembourg. Dans l’avant-propos du premier article, Marc Thiel avertit le lecteur que le but de

² SNELL, K.D.M., “The Regional Novel”. Themes for Interdisciplinary Research, in: SNELL, K.D.M (ed.), *The Regional Novel in Britain and Ireland: 1800–1990*, Cambridge 1998, S. 1–53.

sa contribution n'est pas d'établir un bilan sportif. Cet avertissement s'applique à l'ensemble du livre. Figure néanmoins, en annexe de l'ouvrage, un CD-ROM réalisé par Georges Klepper, où sont repris les résultats réalisés par les sportifs luxembourgeois aux Jeux Olympiques et aux autres compétitions internationales. Les auteurs commencent par analyser les efforts du trio Pescatore-Kayser-Brasseur s'engageant pour l'établissement d'un comité olympique luxembourgeois au début du XX^e siècle et terminent par le processus de professionnalisation du COSL, évolution qui apparaît après le tournant du millénaire. A chaque période traitée s'ajoutent des portraits rédigés par Henri Bressler, qui présentent des participants luxembourgeois aux Jeux olympiques, allant de Michel Theato à Andy Schleck.

Marc Thiel analyse la période de 1912 à 1940, insistant particulièrement sur l'établissement et le développement du mouvement olympique luxembourgeois. Thiel évoque la problématique de la recherche de sources et note qu'avec l'invasion des nazis la plupart des documents « ont disparu dans des circonstances qui n'ont jamais été clarifiées » (p. 17). L'article montre que, faute de documents, la presse est une source d'autant plus importante pour l'historien. Avec l'aide des organes officiels du C.O.L., qu'étaient à cette époque les journaux *Le Gymnaste*, *Le Sport*, *Central-Sport* et *Nouvelles Sportives*, ce manque d'archives peut être comblé.

Ensuite, Thiel offre au lecteur un aperçu de la situation sportive dans la société luxembourgeoise au début du XX^e siècle. Il met surtout l'accent sur le clivage entre sports et gymnastique, cette dernière étant à cette époque « considérée par d'aucuns [comme] un pur délassement de la haute bourgeoisie » (p. 19). L'auteur décrit encore l'importance de l'organisation de la 13^e session du C.I.O. à Luxembourg, qui, par son impact politique, donnera aux fervents sportifs la chance « de thématiser le rôle de l'éducation physique au Luxembourg » (p. 24).

Thiel souligne que la « commission ad hoc pour préparer le centenaire » considère que la fondation du premier comité olympique national date de 1913 et confirme ainsi l'hypothèse de Pilo Fonck qu'une délégation luxembourgeoise participait aux Jeux Olympiques de Stockholm en 1912, sans qu'il n'y ait eu un comité olympique officiel au Luxembourg (p. 25). Thiel analyse ensuite les Jeux de Berlin en 1936 et la question de la « participation ou boycott de la part d'une délégation luxembourgeoise », qui avait donné lieu à des débats intenses à la Chambre des Députés. L'auteur oublie de préciser que l'édition de 1936 démontre que les Jeux Olympiques se sont définitivement établis dans la société. Par contre, Thiel montre comment le régime nazi utilise les campagnes de propagande, par exemple à la radio et dans la presse, le slogan de la *Pax Olympica* ou les camps de jeunesse pour sensibiliser les citoyens aux Jeux, qui auront pour objectif de présenter l'Allemagne nazie comme grande nation et pays ouvert au monde.

Le mérite de Thiel est d'avoir intégré dans son texte des extraits d'articles publiés dans les organes officiels du C.O.L. et dans la presse luxembourgeoise. L'auteur réussit également à clarifier les problèmes auxquels le mouvement olympique luxembourgeois était confronté lors des premières éditions des Jeux Olympiques.

Dans le deuxième article, l'historien Paul Dostert se consacre aux « années noires de l'Occupation ». En introduction, Dostert place le lecteur dans le contexte de l'invasion nazie. Il affirme que, dès le 28 août 1940, fut nommé par les autorités allemandes

un « *Stillhaltekommissar* » qui avait pour mission de mettre au pas les associations d'après l'idéologie nationale-socialiste. Dostert explique que toutes les associations qui « témoignaient de l'existence d'un Etat luxembourgeois devaient disparaître » (p. 94), ce qui était évidemment le cas du Comité Olympique Luxembourgeois.

Les six articles suivants sont l'œuvre de Pierre Gricius, ancien journaliste du *Luxemburger Wort*. Il est depuis 2011 membre de l'*International Society of Olympic Historians*, dont le but est « de promouvoir et d'étudier le mouvement olympique et les Jeux Olympiques ». Son premier article se concentre sur le rétablissement du C.O.L. après la fin de la Seconde Guerre mondiale et sur les Jeux de Londres en 1948. L'auteur démontre que la période d'après-guerre est marquée par un manque de financement, qui avait pour conséquence que la délégation luxembourgeoise participant aux Jeux de Londres était très réduite. A l'exemple du cas « Charles Heirendt », il décrit la problématique de l'amateurisme et rappelle au lecteur qu'à cette époque les participants aux Jeux olympiques devaient prendre un congé sans solde sans pouvoir prétendre à une indemnisation. En Union Soviétique par contre, les sportifs professionnels, qui n'étaient comme tels pas autorisés à participer aux Jeux, se cachaient derrière un prétendu statut « d'amateurs d'Etat », ce qui explique leurs bons résultats. A noter pourtant que l'URSS ne participait pas aux Jeux Olympiques de 1948, car la délégation ne s'était pas inscrite endéans le délai fixé.

La période de 1949 à 1956 est marquée par la victoire de Josy Barthel aux Jeux Olympiques de Helsinki en 1952. Josy Barthel avait choisi de travailler avec l'entraîneur allemand Woldemar Gerschler et savait qu'il devait affronter une partie de l'opinion publique dans laquelle des sentiments antiallemands étaient encore présents. Gricius explique pour quelles raisons Gerschler était « à l'origine du triomphe de Josy Barthel ». Il montre que, suite au succès de Barthel, le gouvernement allait accorder plus d'importance à la préparation olympique.

Dans son troisième article, Pierre Gricius présente la période allant de 1957 jusqu'aux Jeux de 1968. A Rome, en 1960, quatorze pays décolonisés ont participé pour la première fois aux Jeux Olympiques. Gricius montre comment l'entrée de ces nouveaux participants influença le statut de la fédération luxembourgeoise dans le monde olympique. Il se concentre ensuite sur les discussions concernant le nombre de participants luxembourgeois aux Jeux Olympiques de Tokyo en 1964. Le C.O.L. plaidait en faveur d'une délégation réduite pour économiser des frais alors que le président de la fédération d'athlétisme Josy Barthel exigeait que le nombre de participants se base sur les résultats réalisés par les athlètes et « non sur la situation financière du C.O.L. » (p. 156). Gricius démontre, à l'exemple de la sélection de la nageuse Arlette Wilmes, que le C.O.L. était à cette époque « bien loin d'une conception selon laquelle la performance seule devait compter pour justifier une sélection olympique. » (p. 162).

Dans son quatrième article, Gricius se concentre sur la période de 1969 à 1979, « le temps de la grande restructuration et des réformes ». L'évènement qui marque le plus la période des années 1970 est certainement la transformation du C.O.L., Comité Olympique Luxembourgeois, en COSL, Comité olympique et sportif luxembourgeois, « devenant l'organe central représentatif de l'ensemble du mouvement sportif » (p. 165). Gricius présente dans ce texte les conséquences de cette transformation.

Pierre Gricius termine son survol chronologique par l'analyse de la période 1980 à 2000. Les Jeux Olympiques de Moscou en 1980 étaient marqués par le boycottage de la fédération des Etats-Unis à cause de l'invasion de l'Afghanistan par des troupes soviétiques. Gricius explique comment la question de la participation aux Jeux fut traitée par le COSL, les athlètes et le gouvernement luxembourgeois.

Norbert Hauptert, ancien président du COSL entre 1989 et 1999, consacre deux pages aux Jeux des Petits Etats d'Europe. Il détaille notamment les raisons pourquoi, au début, le COSL ainsi que le ministère des Affaires Etrangères se montraient sceptiques vis-à-vis des JPEE. Gricius termine la présentation de cette période en démontrant que les mauvais résultats aux Jeux d'Atlanta en 1996 avaient pour conséquence que le COSL changea sa démarche et accorda plus d'importance au suivi de la préparation des athlètes. Finalement fut introduit, en 1997, le « contrat olympique », liant dans la phase de préparation l'athlète, sa fédération et le COSL. L'introduction de cette nouvelle approche signifiait, d'après Gricius, le début de la professionnalisation du sport olympique au Luxembourg.

Dans l'article suivant, Marlyse Pauly, la secrétaire générale du COSL, présente les années 2000 à 2012. Elle indique que son article n'est ni complet, ni historique et souligne qu'en tant que membre actif du COSL il est d'autant plus difficile de réaliser un travail objectif. En premier lieu, elle présente la réforme structurelle du COSL, réalisée en 2001, et en dégage tant les avantages que les problèmes. De plus, elle traite l'histoire de « la maison des sports », marquée par plusieurs déménagements.

Dans l'annexe de l'ouvrage sont présentés, en courtes rubriques, la « Fondation Josy Barthel » et « les organisations du COSL : *Olympiadag et Spillfest* » par Marlyse Pauly ainsi que « l'encadrement médical et kinésithérapeutique des sélections luxembourgeoises aux Jeux Olympiques » par le Dr Charles Delagardelle, président de la Société Luxembourgeoise de Médecine du Sport (SLMS). On y trouve également des illustrations représentant des médailles, trophées, insignes, pins et documents philatéliques du COSL ainsi qu'un court article rédigé par Ralph Letsch qui décrit l'évolution et la symbolique de la philatélie olympique luxembourgeoise.

Pour conclure, le mérite des auteurs est d'avoir placé l'histoire du mouvement olympique ainsi que les moments marquants du sport au Luxembourg dans un contexte politique et sociétal. Reste à souligner l'excellente mise en pages du livre, réalisée par les Editions Saint-Paul.

Pour celui qui s'intéresse à l'histoire du mouvement olympique au Luxembourg, « 100 ans d'olympisme au Luxembourg » est un ouvrage à recommander.

Jean Ketter

Sophie NEUENKIRCH, Jens KROH (Hrg.), Erzählte Zukunft. Zur inter- und intragenerationellen Aushandlung von Erwartungen, Göttingen: Wallstein Verlag, 2011, 240 S., ISBN 978-3-8353-0942-5; 19,90 €.

Der vorliegende Band gehört zu einer jüngeren Richtung der Erinnerungskulturforschung, die an Forschungsergebnisse des Sozialpsychologen Harald Welzer und

anderer anschließt. Diese Studien haben gezeigt, dass die identitätsstiftenden Geschichten, die Mitglieder einer Familie über sich selbst erzählen, ganz wesentlich von der jeweiligen Gegenwartssituation der Erzählenden und Zuhörenden geprägt sind. Die Tagung an der Universität Luxemburg, deren Ergebnisse der vorliegende Band präsentiert, ging einen Schritt weiter und untersuchte die Zukunftserwartungen verschiedener Bevölkerungsgruppen. Ihre Fallbeispiele berühren unterschiedliche Forschungsfelder, die durch weiterführende Forschungen nahezu beliebig erweitert werden könnten. Sie lassen sich den Themenbereichen „soziale und kulturelle Ungleichheit“, „wirtschaftliche Transformationen“ und „politische Brüche“ zuordnen.

Einleitend geben Sophie Neuenkirch und Jens Kroh einen Einblick in die Konzeption, die dem Band zugrunde liegt. Knapp und präzise fassen sie die Einzelbeiträge zusammen, zeigen deren wechselseitigen Bezüge auf und ordnen sie perspektivisch in die Forschungslandschaft ein. Im Anschluss daran skizziert der einführende Beitrag Harald Welzers eine „Theorie des Zukunftsgedächtnisses“, die Edmund Husserls Idee eines „prospektiven Gedächtnisses“ und das von Alfred Schütz stammende Konzept der „antizipierten Retrospektion“ weiterentwickelt. Die Grundannahme, die diesen Forschungsansatz leitet, leuchtet ein: Das Handeln der Menschen wird ganz wesentlich von ihren Erwartungen an eine mögliche oder gewünschte Zukunft bestimmt.

Die Beiträge von Heike Ohlbrecht, Marie Schneider, Fabienne Lentz, Yasemin Soytemel, Sonja Kmec und Sophie Neuenkirch analysieren unterschiedliche Aspekte sozialer und kultureller Ungleichheit. Das Schrumpfen von Zukunftserwartungen angesichts einer Armutssituation, die sich über mehrere Generationen hinweg verfestigt hat, zeigt Heike Ohlbrecht an deutschen Beispielen. Dabei werden auch die politisch-sozialen Ursachen dieser Verfestigung deutlich. Dagegen führt Schneiders Analyse die Schwierigkeiten eines afrikanischen Arztes, der als anerkannter Flüchtling in Luxemburg lebt, sich mit dem Verbot abzufinden, seinen Beruf auszuüben, ausschließlich auf die Persönlichkeitsstruktur des Betroffenen zurück. Die Tatsache, dass dieses De-Facto-Berufsverbot auf politisch-administrative Entscheidungen der Verantwortlichen des Aufnahmelandes zurückzuführen ist, klammert das Interpretationsmodell der Autorin aus. Dagegen überzeugt die Konzentration auf den Genderaspekt im Beitrag von Fabienne Lenz, der die geschlechtsspezifischen Unterschiede der Lebensperspektiven italienischer Migrantinnen und Migranten in Luxemburg herausarbeitet: Für Frauen stand die Bindung an den Ehemann als Motivation im Zentrum, für Männer die Erwerbsmöglichkeiten, und zwar immer mit dem Ziel einer dann nie realisierten Rückkehr nach Italien. Die nicht verwirklichte Rückkehrperspektive von Migrantinnen und Migranten in ihr Herkunftsland ist aber auch für die Zukunftserwartungen junger Deutsch-Türken in Berlin prägend. Yasemin Soytemels Beitrag kann zeigen, dass die junge Generation in gewandelter Form Pläne der Eltern und Großeltern wieder aufnimmt. Wiederum aus der Genderperspektive analysiert Sonja Kmec am Beispiel der luxemburgischen Frauenbewegung das Problem, generationsspezifische politische Positionen der Frauenbewegung zu einer gemeinsamen Zukunftserwartung weiterzuentwickeln. Dabei wird die fortwirkende Spaltung zwischen reformistischen und radikalen Positionen deutlich. An den Zukunftsperspektiven berufstätiger Frauen

zeigt auch Sophie Neuenkirch die Bedeutung der Generationendifferenz auf. Auffällig ist hier die geschlechtsspezifische Nichtwahrnehmung dieser Berufstätigkeit durch einen männlichen Vertreter der Enkelgeneration.

Die Beiträge von Elisabeth Boesen und Jens Kroh behandeln Themen, die mit grundlegenden wirtschaftlichen Transformationen zusammenhängen. Elisabeth Boesen analysiert am luxemburgischen Beispiel die identitätsstiftenden Erzählungen von Landwirten angesichts der Brüche, die mit der Agrarindustrialisierung seit den 1950er Jahren einhergingen. Sie macht deutlich, dass die jeweiligen Familiengeschichten neben den individuellen Haltungen der Befragten eine wichtige Ressource des wirtschaftlichen Überlebens der Betroffenen waren. Reaktionen auf die Finanzkrise seit 2008 beleuchtet der Beitrag Jens Krohs. Seine Fallbeispiele zeigen, dass den pessimistischen Deutungen der älteren Generation, die die rasche Wiederaufbauphase nach dem Zweiten Weltkrieg erlebt hat, die vergleichsweise optimistischen Zukunftserwartungen der Jüngeren gegenüberstehen, für die krisenhafte Entwicklungen seit den 1970er Jahren zur „Normalität“ gehören.

Zukunftserwartungen angesichts politischer Brüche analysieren die Artikel von Claudia Lenz, Christian Gudehus, Mark Hillebrand und Susanne Lantermann. Aus transnationaler Perspektive betrachtet Claudia Lenz das Nachdenken norwegischer und deutscher Studierender über Erwartungen, die sie mit einem gemeinsamen Workshop über die deutsche Besatzung in Norwegen während des Zweiten Weltkriegs verbunden hatten. Dabei wird deutlich, dass Reflexionen über die eigenen Erwartungshaltungen für historische Lernprozesse fruchtbar gemacht werden können. Auch Christian Gudehus' Beitrag befasst sich mit dem Zweiten Weltkrieg. Anhand der Abhörprotokolle von Gesprächen deutscher Soldaten in alliierter Kriegsgefangenschaft kann er zeigen, dass Zukunftserwartungen bei Soldaten in Kriegsgefangenschaft erneut wachsen konnten. In Kampfsituationen waren sie dagegen nahezu völlig von einer Fixierung auf die Gegenwart verdrängt worden. Zukunftserwartungen angesichts eines beschleunigten gesellschaftlichen Wandels untersucht auch Mark Hillebrand. Am Beispiel ostdeutscher Familien kann er zeigen, dass eine generationenspezifische Bewertung der DDR-Vergangenheit für die Zukunftserwartungen seiner Gesprächspartnerinnen und -partner ausschlaggebend war. Zu einem ähnlichen Ergebnis kommt der Beitrag Susanne Lantermanns, die Gestaltungsmöglichkeiten von Familien analysiert, die in einer ostdeutschen Industriestadt leben, die nach der deutschen Vereinigung einen raschen Niedergang erfuhr.

Insgesamt zeigen die Beiträge, dass vor allem generations- und geschlechtsspezifische Deutungen der eigenen Lebens- und Familiengeschichte die Fallbeispiele prägen. Ihre Ergebnisse stützen eine „Theorie des Zukunftsgedächtnisses“, die Ansätze der Erinnerungskulturforschung Maurice Halbwachs', Aleida und Jan Assmanns oder Harald Welzers sowie Überlegungen Edmund Husserls, Alfred Schütz' und Reinhart Kosellecks aufnimmt. Im Gegensatz zu anderen Vertreterinnen und Vertretern neuer Forschungsrichtungen werten die beteiligten Autorinnen und Autoren ihre Ideen nicht zu „Turns“ oder „Paradigmen“ auf. Sie lassen den älteren Forschungsansatz, aus dem „Erinnerte Zukunft“ erwachsen ist, bestehen: Die meisten Beiträge bestreiten die Bedeutung erinnerter Vergangenheit nicht. Eine Ausnahme macht hier Claudia Lenz, wenn sie anmerkt, dass „... die Frage, ob Ver-

gangenes überhaupt einen Orientierungswert für die Zukunft besitzt, als solche zur Disposition steht“ (S. 35). Eine so weitreichende Aussage müsste besser begründet werden als in diesem Beitrag. Insgesamt jedoch ist der neue Ansatz vielversprechend. Die verschiedenen Aufsätze des vorliegenden Bandes wecken die Neugier des Lesers auf die Ergebnisse der Projekte, aus denen sie hervorgegangen sind. Die durchweg gute sprachliche Form der Texte macht die Lektüre zu einem Vergnügen.

Norbert Franz

Rachel RECKINGER, Parler vin. Entre normes et appropriations. Rennes / Tours : Presses universitaires de Rennes / Presses universitaires François Rabelais de Tours, 2012, 380 p., ISBN 978-2753520288 ; 20 €.

„Parler vin“, die überarbeitete Version von Rachel Reckingers Doktorarbeit im Fach Soziologie, ist 2012 in der Reihe „Tables des Hommes“ erschienen, die Studien zu „cultures alimentaires“ versammelt. Bei dem Buch handelt es sich jedoch nicht, wie man vielleicht annehmen könnte, um eine Kulturgeschichte des Weines. Gegenstand des Bandes ist weder der Wein noch das Weintrinken, sondern das Reden über Wein – „parler vin“. Es geht um die Versprachlichung des Weingenusses, genauer gesagt darum, dass es – anders als bei allen sonstigen Nahrungsmitteln – zum Weingenuss ein Expertenwissen mit spezieller Terminologie gibt, das seit einiger Zeit auch breitere Kreise der Mittelschicht sich anzueignen bemüht sind – durch die Lektüre von Sachbüchern, Anleitungen, usw. und durch den Besuch spezieller Lehrgänge und Kurse. Der Prozess dieser „Appropriation“, der keine einfache Übernahme ist, und die in ihm wirksame Spannung zwischen „œnophilie analytique“ und „œnophilie ordinaire“ (S. 17) sind das Thema von Reckingers Untersuchung.

Darauf, dass es sich bei dem Buch um keine leichte Kost handelt, wird man bereits durch dessen äußere Gestaltung vorbereitet: Auf dem weißen Einband sind Gläser mit Weinresten abgebildet, die in einem klinisch rein wirkenden Spülbecken stehen. Den Leser erwarten keine kurzweiligen Geschichten, sondern eher die Ergebnisse einer Laboranalyse. Die angesprochene Leserschaft ist deshalb vor allem ein soziologisch-kulturwissenschaftlich interessiertes und informiertes Fachpublikum. Doch ist das Buch durchaus auch jenen zu empfehlen, die die Verbreitung dieser Art von Wein-Kennerschaft (möglicherweise kritisch) beobachten und gerne Näheres über sie erfahren würden.

Rachel Reckinger hat nicht nur Soziologie und Ethnologie studiert, sie ist auch eine ausgebildete Sensorikerin, sodass ihr das Feld ihrer Untersuchung auch in seinen sachlichen Aspekten vertraut ist. Vertraut ist ihr auch die postmoderne (französische) Soziologie, insbesondere Michel Foucault, der ihre theoretischen Überlegungen wesentlich befruchtet hat. „Parler vin“ kann daher auch als eine originelle Form des Sich-bekannt-Machens mit der Foucault’schen Begriffswelt gelesen werden.

Gegenstand der Untersuchung ist, wie erwähnt, der Prozess der Aneignung von önologischem Wissen, wie es insbesondere in Weinseminaren vermittelt wird. Das empirische Gegenüber der Forscherin ist demnach nicht die Elite der wirklichen

Weinkenner, sondern die große und mehr oder weniger heterogen zusammengesetzte Gruppe derer, die solche Weinseminare besuchen. Den Zugang zu ihnen stellte Reckinger her, indem sie selbst an mehreren Seminaren teilnahm – also durch teilnehmende Beobachtung im klassischen Sinne. Ihr Material beruht allerdings im Wesentlichen auf qualitativen Daten, die in individuellen Interviews mit Kursteilnehmern – insgesamt 33 Personen, davon 12 Frauen – gewonnen wurden. Die daneben ebenfalls durchgeführte quantitative Erhebung (briefliche Befragung von über 70 Weinseminarteilnehmern) diente in erster Linie zur Herausarbeitung der sozioökonomischen Charakteristika der Gruppe der Weininteressierten.

Die Studie besteht aus drei Hauptteilen. Sie beginnt mit einer Einführung in die historische Entwicklung der Önologie, d.h. in die Herausbildung und Institutionalisierung des Wissens und Sprechens über den Wein, oder richtiger, seinen Genuss. Hier wird auch die spezifische Beschaffenheit des Forschungsortes Luxemburg im Hinblick auf diese „Normalisierungsprozesse“ dargelegt (spezifisch ist beispielsweise, dass Weinseminare hier von staatlicher Seite organisiert werden). In diesem ersten Teil wird der Leser überdies mit den theoretischen Grundlagen der Untersuchung vertraut gemacht. Wie bereits erwähnt, kommt Foucault hier besondere Bedeutung zu: Die Aneignung des önologischen Wissens mit seiner untergründigen Normativität, ein Fall von performativer „intériorisation des contraintes“ (S.84), wird mit dem Foucault'schen Begriff der „gouvernementalité“ zu erhellen versucht, und der gesamte komplexe Vorgang, der eben mehr ist als ein bloßer Transfer kognitiver Inhalte, ebenfalls mit Foucault, als „pratique discursive“ interpretiert.

In den beiden weiteren Hauptteilen unternimmt die Autorin eine analytische Differenzierung der Begegnung mit diesem normativen önologischen Wissen; sie unterscheidet zwei Appropriationsvorgänge, die der „normativité œnophile“, sowie die „pratiques discursives ordinaires“, die ihrerseits einen Aneignungsvorgang darstellen. Diese Zweiteilung geht mit der etwas undeutlich bleibenden Unterscheidung von öffentlich-normativen und privaten, (häuslich)-performativen Praktiken einher.

Der erste Teil der Analyse des Interviewmaterials besteht dann aus der Beantwortung der Frage, wie die Personen beschaffen sind „à qui la normativité de l'œnophilie parle ou ne parle pas“ (S. 24). Die Autorin identifiziert zwei grundlegend verschiedene Haltungen zu dem in den Kursen vermittelten Wissen – eine positive Haltung des Angeregt-Seins und eine negative der Ablehnung –, die sich jeweils in mehreren Varianten oder, genauer gesagt, in mehreren Dispositionen und Taktiken zeigen, z.B. in der „positiven“ bildungsbürgerlichen Disposition oder in der ablehnenden „tactique de dérision populiste“ (S. 25f.).

Im zweiten Teil geht Reckinger der Frage nach, was die Liebe zum Wein für ihre Interviewpartner bedeutet, wie sie diese in ihrem häuslich-privaten Umfeld praktizieren. Sie untersucht dazu ihr Reden über den Wein und versucht herauszufinden, ob bzw. in welcher Weise das in den Abendkursen vermittelte normative Wissen in diese diskursiven Praktiken Eingang gefunden hat. Das Ergebnis ist, dass diese von jenem „analytischen“ Wissen relativ unabhängig sind. Reckinger zeigt, dass der häusliche Wein-Diskurs auf einer Vielzahl unterschiedlicher „Handlungslogiken“ basiert, die nur zum Teil auf den Wein und seine Beschaffenheit, sehr häufig dagegen auf das persönliche Leben und ebenso auf das soziale Leben zentriert sind. Hierfür ist das erworbene normative Wissen nur von begrenzter Bedeutung. Die am

häufigsten anzutreffende dieser Handlungslogiken bzw. -strategien, die dem Leser vermutlich auf Anhieb verständlich sein wird, ist jene, bei der das hedonistische Moment am deutlichsten hervortritt (die Strategie „bon vivant“).

Die auf den ersten Seiten des Buches formulierte grundlegende Frage war, wie die zunehmende Kultivierung des Weingenusses zu erklären sei (S. 15). Rachel Reckinger antwortet hierauf nicht, indem sie Ursachen benennt, sondern mit einer differenzierten Analyse der Prozesse – oder, um in der Begrifflichkeit der Autorin zu bleiben, der diskursiven Praktiken –, die das „savoir parler du vin“ hervorbringen. Die Analyse dieser Praktiken ist hochinteressant und erhellend und bringt Überraschendes zutage, insbesondere was die Genderspezifik betrifft. Dass Frauen häufiger die Strategie „bon vivant“ verfolgen als Männer, würde man z.B. nicht unbedingt erwarten.

Beeindruckend sind die konzeptuelle Strenge, mit der die Autorin ihr empirisches Material behandelt, sowie die sprachliche Genauigkeit, mit der sie die Ergebnisse präsentiert. Durch ausführliches Zitieren von Interviewpassagen lässt sie den Leser in gewissem Grade an der Herausarbeitung ihrer Kategorien teilhaben. Die analytische „Kälte“ wird durch die Rückführung in die Selbstbeschreibung der Interviewten abgemildert und zugleich legitimiert.

Abschließend sei eine kritische Note erlaubt. Eingangs beschreibt Reckinger die von ihr eingenommene „posture anthropologique“, indem sie auf Robert Parks Figur des „marginal man“ verweist, des Hybriden, der sich in zwei Kulturen auskennt (S. 28). Die typische Haltung des Ethnographen ist jedoch durch anfängliches Nicht-Verstehen und Distanz gekennzeichnet. Von dieser Fremdheit, die die besondere Verstehensbemühung des Ethnographen begründet, ist in Rachel Reckingers Arbeit wenig zu spüren. Dass es sie aber gab, erfahren wir, wenn die Autorin auf die „refus d'entretien“ zu sprechen kommt, ablehnende Reaktionen, die meist mit sexuellen Anzüglichkeiten verbunden waren und daher, wie sie schroff erklärt, „tout dialogue social courtois“ beendeten (S. 31). Sie selbst gibt zwar zu bedenken, dass derartige „feindselige“ Reaktionen nicht das Ende der forschersichen Bemühung bedeuten müssen, doch wäre hier vielleicht eine weitergehende Reflektion angebracht gewesen. Ist der in diesen Äußerungen hervortretende, sexuell kolorierte Scherzton nicht ein Element der Konvivialität, die zu den hier interessierenden önohilien diskursiven Praktiken gezählt werden muss?

Elisabeth Boesen